

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,		8
Référence: 10 / 2020		
9 JAN. 2020		
A traiter par:		
Copie à:		luxembourg, le 8 janvier 2020



Monsieur Fernand ETGEN
Président de la Chambre des Députés
LUXEMBOURG



Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, nous souhaitons poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

« La nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires est entrée en vigueur le 1er janvier 2020, entraînant à cette date une majoration de 2,5% des salaires, traitements et pensions. Pour les exploitations agricoles, hormis l'augmentation des charges liées aux salaires, on constate également une augmentation des prix appliqués par leurs prestataires de services et fournisseurs de matières premières. Ainsi, les frais de production de produits agricoles augmentent tandis que leur prix de vente a, malgré l'inflation, diminué de 20-40% selon les produits.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- *Monsieur le Ministre est-il disposé à indexer les aides directes et indirectes dont profitent les agriculteurs ou d'augmenter leurs montants afin de compenser la hausse des coûts à laquelle se voient confrontées les exploitations agricoles ?*
- *Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il aider les agriculteurs par d'autres moyens ?*
- *Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de créer une aide spécifique dans le cadre du Plan de développement rural 2021-2027 pour encourager davantage l'emploi dans le secteur agricole ? »*

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre
très haute considération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'A. Bauler', with a stylized initial 'A' and a long horizontal stroke extending to the right.

André BAULER
Député

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'G. Graas', with a stylized initial 'G' and a long horizontal stroke extending to the right.

Gusty GRAAS
Député



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et du
Développement rural

Dossier suivi par : M. André LOOS
Tél : 247-82530

Réf.: 10/2020

Monsieur Marc HANSEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement

Service Central de Législation

LUXEMBOURG

Luxembourg, le 07.02.20


Objet: Question parlementaire n°1672 des honorables Députés Messieurs André Bauler et Gusty Graas

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, ma réponse à la question parlementaire citée sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,


Romain SCHNEIDER



Réponse du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la question parlementaire n° 1672 des honorables Députés Messieurs André Bauler et Gusty Graas

Monsieur le Ministre est-il disposé à indexer les aides directes et indirectes dont profitent les agriculteurs ou d'augmenter leurs montants afin de compenser la hausse des coûts à laquelle se voient confrontées les exploitations agricoles ?

Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il aider les agriculteurs par d'autres moyens ?

Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de créer une aide spécifique dans le cadre du Plan de développement rural 2021-2027 pour encourager davantage l'emploi dans le secteur agricole ?

Les montants globaux des aides du premier pilier de la PAC par Etat membre sont fixés dans l'annexe III du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/200 du Conseil.

En ce qui concerne le deuxième pilier de la PAC, les aides directes et indirectes découlent notamment de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales et ses règlements, en application du programme de développement rural 2014-2020.

Ces réglementations ne prévoient pas de mécanisme d'indexation des aides directes et indirectes, ni pour le premier, ni pour le deuxième pilier.

Ainsi une augmentation des aides directes et indirectes dans le contexte de la nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, n'est pas prévue.

L'élaboration du futur Plan stratégique pour la PAC 2021-2027 devra se fonder sur une analyse des forces et faiblesses (FFOM), menaces et opportunités suivie d'une identification des besoins pour chacun des 9 objectifs clés de la PAC 2021-2027.

L'encouragement de l'emploi dans le secteur agricole mais également dans les zones rurales et dans la bio économie, est un de ces 9 objectifs spécifiques de la future PAC.

L'analyse FFOM pour le Luxembourg qui se base sur une large consultation participative avec tous les acteurs concernés est actuellement en phase de finalisation. Les besoins concernant l'encouragement de l'emploi dans le secteur agricole qui en découlent seront dûment pris en compte dans la formulation des mécanismes d'intervention du plan stratégique 2021-2027.